

Contribution au débat des communistes sur l'élection présidentielle et pour une candidature communiste portant une ambition révolutionnaire.

Chaque communiste mesure avec lucidité la gravité de la situation politique, et plus largement la décadence du système capitaliste, de ses logiques profondes de prédation sur le vivant, l'humanité et la planète.

La crise civilisationnelle du capitalisme aiguise la lutte des classes, détruit massivement les emplois et la vie des travailleurs. Elle épuise les ressources naturelles et étouffe la planète. Elle marchandise toutes les sphères de la vie, accentuant l'accumulation du capital avec des exigences de rentabilité insoutenables humainement et écologiquement.

Elle fait aussi la démonstration de son inefficacité économique et sociale, au point où, même les "ayatollah" du libéralisme le reconnaissent au regard de la crise sanitaire et des défaillances systémiques qui ont détruit les capacités de recherche et de développement, par exemple de Sanofi, leader mondial des entreprises pharmaceutiques dans le domaine des vaccins.

La domination du capital et des marchés financiers gangrène nos sociétés. Elle détermine l'ensemble des choix de gestion, donc de société dans les services publics en les réduisant à un réceptacle palliatif des conséquences de la crise systémique. Nous le savons depuis longtemps, mais les gens le voient plus clairement aujourd'hui, notamment au regard de la pandémie. L'école de la République a perdu son ambition émancipatrice, les hôpitaux soignent de plus en plus mal, alors même que la révolution informationnelle a ouvert la voie à des transformations techniques et technologiques historiques.

Les collectivités territoriales résistent lorsqu'elles sont dirigées par des exécutifs de gauche avec des maires communistes et le président du Conseil départemental du Val-de-Marne, mais subissent le double mouvement de désengagement financier de l'Etat et de dépossession de leur capacité à prélever des taxes et impôts. Elles subissent par ailleurs un transfert important de compétences sans compensation financière, c'est vrai sur les questions de solidarité comme le RSA, mais plus largement sur les missions régaliennes de l'Etat, concernant notamment la sécurité ou l'éducation.

Dans toutes les sphères de la vie, l'emprise du capital écrase les êtres vivants. Ainsi que j'ai déjà pu l'écrire dans une autre contribution : "Les écosystèmes sont massacrés avec la déforestation massive, qui est par ailleurs la première raison du bouleversement des équilibres écologiques ayant provoqué la transmission du

Covid-19 aux êtres humains, la surexploitation des terres (monoculture intensive) et des matières premières, la pollution de l'air et des mers.

A titre d'exemple, pour satisfaire les marchés et le capital, sont extraits chaque année environ 60 milliards de tonnes de ressources renouvelables et non renouvelables, soit près de 2 fois plus qu'en 1980 : aucune réflexion n'est faite quant à l'avenir et, parallèlement à cet épuisement des ressources, des milliards de personnes peinent encore à satisfaire leurs besoins élémentaires."

Quel rôle alors pour une candidature communiste au regard d'une de la gravité de la situation, d'un éloignement/rejet massif de nos concitoyens vis-à-vis des institutions et de celles et ceux qui les incarnent et d'une explosion de la pauvreté dans notre pays ?

Peut-on reproduire la même tactique que ces dernières années, qu'il suffirait d'un accord programmatique et électoral avec d'autres forces politiques pour contribuer à faire renaître l'espoir d'un changement de société ? En faisant cela, ne participons-nous pas à renforcer la délégation du pouvoir populaire à quelques individus, en l'occurrence tribunitiens ?

N'avons-nous pas trop donné sur des rassemblements étriqués, en s'accordant sur le plus petit dénominateur commun d'une part et d'autre part en remettant dans les mains d'autres le soin de mener la bataille d'idées, qui force est de constater fait tant défaut au mouvement populaire dans le pays ?

Dans ce débat, certains camarades estiment que le piège institutionnel, le risque de se retrouver avec le duo Macron-Le Pen justifie un effacement du PCF de la campagne électorale de la présidentielle du premier tour, il est bon de le rappeler, que cette élection détermine l'ensemble du paysage politique dans la durée, ainsi que les autres échéances électorales.

Que par ailleurs, nous ne sortions pas de cycle infernal qui dure depuis le 21 avril 2002, si le mouvement populaire et le Parti communiste français ne se renforcent pas mutuellement.

D'abord parce que depuis la gauche plurielle de 97-2002 et les échecs du gouvernement Jospin et ceux sous la présidence de F. Hollande, ont très largement décrédibilisé les partis de gauche et celles et ceux qui les incarnent.

Mais aussi, parce qu'il ne peut y avoir de mouvement révolutionnaire sans organisations révolutionnaires qui assument leurs rôles de conquête du pouvoir populaire, cela dans l'ensemble des lieux de pouvoir dans la société, notamment dans les entreprises.

Enfin, une campagne électorale reste un moment de confrontation de projets de société qui s'opposent et je crois urgent pour nous communistes de sortir de l'impuissance et de réaffirmer notre ambition révolutionnaire avec et pour le monde du travail et de la création.

A l'aune de la seconde guerre mondiale, Paul Vaillant-Couturier écrivait dans son rapport au comité central que "Nous ne voulons pas laisser conduire les peuples à l'abattoir des servitudes."

La même question, dans un contexte différent, nous est posée aujourd'hui.

Jusqu'à quand allons-nous continuer à accepter l'inacceptable, celle de la servitude des êtres vivants ?

Özer ÖZTORUN
Section de Villejuif / Val-de-Marne